

GÉRARD PRUNIER



LE DARFOUR
Un génocide ambigu

LA TABLE RONDE

LE DARFOUR

DU MÊME AUTEUR

Les ethnies ont une histoire, avec Jean-Pierre Chrétien, Karthala, 1989.

L'Ouganda et la question indienne (1896-1972), Éditions Recherches sur les civilisations, 1990.

L'Ouganda contemporain, avec Bernard Calas, Karthala, 1994.

Rwanda : le génocide, Dagorno, août 1998 (édition originale en anglais *The Rwanda Crisis (1959-1994)*, Hurst, Londres, et Columbia University Press, New York 1995).

Le Kenya contemporain, avec François Grignon, Karthala, 1998.

L'Éthiopie contemporaine, Karthala, 2005.

GÉRARD PRUNIER

LE DARFOUR

Un génocide ambigu



LA TABLE RONDE
14, rue Séguier, Paris 6^e

© Éditions de La Table Ronde, 2005, pour l'édition
en langue française.
ISBN : 2-7103-2814-3.

Avant-propos

Dans le courant du printemps 2003, les spécialistes des problèmes de l'Afrique du Nord-Est commencèrent à entendre des bruits étranges en provenance d'une partie généralement mal connue de l'ouest du Soudan appelée le Darfour. En dehors d'un certain nombre d'ethnologues et d'historiens, peu de gens avaient une bonne connaissance de cette région. Parmi ceux qui connaissaient le Soudan, on savait que le Darfour vivait dans un état d'insécurité endémique depuis la grande famine sahélienne de 1984-1985. Des chocs ethniques entre nomades et sédentaires avaient été un trait récurrent de la région pendant tout le courant des années 1990. Mais il semblait que maintenant la violence avait empiré, les échos qu'on en avait avaient un ton nettement plus grave. Il semblait qu'une insurrection contre le gouvernement avait démarré et que sa répression était en train de prendre les formes les plus extrêmes, avec notamment le phénomène étonnant et anachronique de rezzous de cavalerie qui massacraient les paysans et brûlaient massivement les villages. Bien sûr, il y avait déjà eu des affrontements ethniques au Darfour, mais jamais rien qui se soit déroulé sur une telle échelle. Et, d'ailleurs, pouvait-on vraiment être sûr qu'il s'agissait simplement d'affrontements ethniques spontanés ? Les attaquants criaient que « les Nègres » devaient déguerpir et que « la terre appartenait aux Arabes ». Les quelques membres de la communauté internationale qui se trou-

vaient professionnellement impliqués dans la région étaient perplexes : est-ce que le régime islamiste et ses ennemis principaux, les insurgés chrétiens du Sud, n'étaient pas justement engagés au Kenya dans un processus de négociations prometteur ? L'interminable guerre civile soudanaise n'était-elle pas justement sur le point de se terminer ? Et maintenant, ne voilà-t-il pas qu'un nouveau conflit était en train d'apparaître dans une province pourtant entièrement peuplée de musulmans alors que tout le monde savait bien que le problème du Soudan était le conflit religieux entre le Nord arabo-musulman et le Sud chrétien peuplé de Noirs africains ?

Bientôt, ce qui n'avait semblé être qu'une anomalie bizarre allait devenir une grave préoccupation. Les ONG spécialisées dans les droits de l'homme commencèrent à tirer la sonnette d'alarme. Les titres des rapports qu'elles consacraient au Darfour reflétaient un degré d'angoisse croissant : *Le Soudan : la crise menace au Darfour* (Amnesty International, juillet 2002), *Insurrection au Darfour* (International Crisis Group, mars 2004) et finalement *Le Darfour en flammes* (Human Rights Watch Africa, avril 2004). À la fin du printemps 2004, les médias commencèrent à penser que le « gros coup » sur le Soudan, ce n'étaient peut-être pas les interminables négociations de paix qui continuaient au Kenya mais bien la violence qui était en train d'exploser au Darfour. À l'été 2004, le mot le plus grave qui puisse être prononcé dans une telle situation, le mot « génocide », l'avait été. Une onde de choc se répercuta dans l'opinion mondiale : dix ans après le génocide rwandais, alors que la commémoration des violences de 1994 s'étalait partout dans les journaux et sur les écrans de télévision, était-on sur le point de voir une horreur du même type se répéter sur le continent africain ? L'Afrique était-elle maudite ? La communauté internationale était-elle coupable de négligence, voire d'aveuglement volontaire ? Ou bien était-ce tout cela à la fois ?

Une sorte de panique saisit la communauté internationale tout à la fois à propos de l'horreur du Darfour et à propos des négociations de paix à propos du Sud Soudan. Il *fallait* que ces dernières réussissent, c'était une *priorité*. L'administration américaine du président Bush, qui avait un intérêt électoral dans la conclusion réussie des conversations de paix au Kenya, commença à faire pression sur tous les acteurs diplomatiques pour parvenir à calmer le gouvernement de Khartoum sans pour autant avoir à recentrer sur le Soudan ses priorités de l'Irak ; le gouvernement soudanais, qui s'était mis à paniquer et qui craignait une intervention militaire internationale sur son territoire, tentait désespérément de convaincre tout le monde qu'il ne s'agissait là que de violences tribales « ancestrales » qui avaient dérapé ; la communauté internationale se précipita et entreprit de mettre en œuvre des programmes d'aide massifs ; les Nations unies s'inquiétaient car Kofi Annan craignait de voir l'organisation internationale entraînée dans un processus d'intervention anti-génocidaire sans que pour autant les États membres ne lui donnent les moyens d'agir réellement ; les médias et les ONG se mirent à hurler que oui, ça y était, on était en présence d'un nouveau Rwanda et qu'on n'avait rien appris ; et puis en une rapide succession il y eut les vacances de Noël, un tsunami massif en Asie et la signature finale des accords de paix Nord-Sud au Soudan le 9 janvier 2005. La crise du Darfour s'effondra médiatiquement, le mot « génocide » disparut des gros titres aussi vite qu'il y était apparu, les nouvelles des massacres s'effilochèrent, et on ne parla plus du Soudan que pour louer l'annonce des accords de paix de Nairobi.

Cela voulait-il donc dire que tout allait bien, que tout était terminé ? Pas du tout. En fait, ça allait plutôt plus mal. Les massacres s'espacèrent, mais l'aide alimentaire à laquelle les personnes déplacées étaient suspendues pour survivre s'avérait de plus en plus difficile à transporter et à

distribuer. Le gouvernement de Khartoum restreignait ses tueurs mais savait désormais les utiliser à meilleur escient. Le taux de mortalité demeurait élevé même si désormais il venait du fait qu'on laissait les gens mourir plutôt que de les tuer. Une commission d'enquête des Nations unies envoyée sur place pour enquêter sur la notion de génocide rendit un diagnostic prudemment négatif. Non, ce n'était pas vraiment un génocide même s'il y avait eu crimes de guerre et violations massives des droits de l'homme. Le problème, bien évidemment, c'est que les responsables de ces horreurs étaient les gens mêmes avec lesquels on venait de signer la paix de Nairobi, et qu'il était quand même un peu délicat de poursuivre devant le Tribunal pénal international les signataires de l'accord de paix « global » qu'on venait de signer au Kenya. La dissociation de « la paix » en compartiments étanches était un peu difficile à avaler. Paix « globale » d'un côté et poursuite de crimes de guerre d'un autre. Mais, après tout, n'était-ce pas à cela que servait la diplomatie ?

Au moment où nous écrivons, les choses vont mieux ; ou du moins elles vont un peu moins mal. « *Près de dix mille personnes meurent chaque mois au Darfour tant en raison des massacres que de leur situation de réfugiés* », écrivait récemment le directeur du programme Afrique d'International Crisis Group¹. Dix mille morts par mois, c'est effectivement une amélioration par rapport à il y a un an. On ne peut pas dire que ce soit néanmoins une situation bien brillante. Mais enfin, c'est l'Afrique, n'est-ce pas ? Et ce genre de chose ne cesse de s'y produire. La guerre froide est terminée. Il n'y a plus de gros enjeux stratégiques, politiques ou économiques intéressant le monde développé dans ces histoires de tueries obscures. Le dernier élément qui aurait pu justifier un certain inté-

1. Suliman Baldo : « L'OTAN doit renforcer sa présence au Darfour ». *Le Monde*. 4 août 2005.

rêt, le problème du fondamentalisme islamique, n'est même pas présent. Il ne s'agit que de musulmans en train de tuer d'autres musulmans, pas de quoi vraiment s'exciter. Car, en dépit d'une certaine rhétorique «droits-de-l'homme» à usage politiquement correct pour politiciens en situation de représentation médiatique, notre culture globalisée n'a pas vraiment embrassé le concept d'une humanité solidaire. La globalisation, ce sont avant tout les délocalisations d'usine et la planétarisation de la compétition aux bas salaires. Si en plus il fallait penser à toutes ces famines et à tous ces massacres ! Les ONG humanitaires et les chanteurs de rock en mal de publicité sont là pour ça. Évidemment, depuis « *We are the world* » en Éthiopie il y a vingt ans, ça s'est un peu usé, mais enfin ça donne quand même l'impression de faire quelque chose.

Enfin, au-delà du monde de la représentation et de l'opinion médiatisée, il demeurerait quand même un devoir essentiel : tenter de comprendre. Si l'on me permet de me citer moi-même, j'ai écrit à propos d'un autre génocide que « *le respect pour les morts n'exclut pas d'essayer de comprendre pourquoi ils sont morts*¹ ». Je ressens cela de manière tout aussi forte à propos du Darfour que je l'avais ressenti à propos du Rwanda. En effet, dans un cas comme dans l'autre, nous sommes face à des séries de clichés véhiculés par la presse, presse qu'il ne faut d'ailleurs pas trop accabler car les journalistes sont sommés de travailler très vite, sur des régions qu'ils connaissent souvent mal et à propos desquelles leurs hiérarchies veulent qu'ils donnent des explications simples et accessibles au tout-venant du public. Ils disposent en outre de très peu de temps pour écrire leurs articles et ils ne cessent de se copier les uns les autres pour aller plus

1. Gérard Prunier : *Rwanda : le génocide*. Paris, éditions Dagorno. 1997 [préface].

vite. On en arrive ainsi à répéter des « vérités » aussi sommaires qu'éculées qui deviennent au bout d'un moment une sorte de vulgate ronronnante dont il est très difficile de s'éloigner. Face à cela, le travail du chercheur en sciences sociales doit être d'aller un peu plus profond et de rendre aux victimes le sens de leur propre mort en essayant d'éclaircir les complexités de leurs destins, même si celles-ci ne sont pas toujours aisées à comprendre. Il faut se défier des clichés, des explications séduisantes parce que réductrices. Le Darfour est mal connu. Peu de gens savent par exemple qu'il n'est pas simplement une province du Soudan mais qu'il s'agit d'un vieux pays indépendant qui a vécu un destin propre pendant des siècles jusqu'à son annexion en 1916. La nature des problèmes du Darfour et des contradictions qui s'y sont développées est souvent mal connue car la plupart des analyses politiques du problème soudanais ont toujours insisté soit sur les contradictions internes au Nord, soit sur celles, énormes, qui existent entre celui-ci et le Sud négro-africain. Le Darfour tout comme les autres régions marginalisées du Soudan (le pays Béja, le sud du Nil bleu, les monts Nouba) ont reçu proportionnellement beaucoup moins d'attention que le conflit Nord-Sud car les problèmes y étaient beaucoup plus ambigus. Ici, pas de coupure claire entre « Arabes » et non-Arabes et au contraire une « fausse conscience » islamique tendant à noyer les contradictions dans un unanimité religieuse de façade permettant d'occulter les problèmes sociaux et économiques que l'élite de la vallée du Nil se refusait à voir. La plupart de ce qui a été écrit dans le passé sur le Darfour l'a été du point de vue des historiens ou des ethnologues. Les politologues n'y ont guère mis leur nez. Le Darfour, après tout, quelle que soit sa spécificité culturelle, c'était le « Nord musulman » et le « Nord musulman » se battait contre le « Sud-chrétien-et-animiste ». Jusqu'au jour où ça n'a plus du tout été vrai et où le

« Nord musulman » s'est mis à se battre contre lui-même, parce qu'en fait le « Nord musulman » n'existait pas et que ses segments marginaux venaient de prendre conscience de leur aliénation par rapport au seul vrai et unique centre de pouvoir, la vallée du Nil et ses habitants *awlad el-beled*, « enfants du pays », ce qui impliquait que les « autres » ne l'étaient pas et qu'ils étaient... qu'ils étaient quoi au juste ? Certainement pas des colonisés comme les Sudistes. Non plus les maîtres du pays comme la bourgeoisie de Khartoum. Alors quoi ? Quelque chose de difficile à définir, des provinciaux abusés, des musulmans de seconde classe, des harkis de l'élite arabe servant de chair à canon dans la guerre du Sud, des électeurs occasionnels des partis au pouvoir lorsqu'un bout de démocratie réapparaissait dans le paysage politique soudanais, vite oubliés par les « démocrates » qu'ils avaient élus dans l'espoir (vain) qu'on s'occuperait peut-être un peu d'eux. « Noirs » et « Arabes » réunis dans une commune aliénation politique, culturelle et géographique. Mais « Noirs » et « Arabes » qui se dressaient soudain les uns contre les autres et dont on nous expliquait benoîtement qu'il ne pouvait en être autrement puisque, comme tous les spécialistes-minute de l'Afrique le savent bien, les nomades et les sédentaires du continent n'ont jamais rien fait d'autre depuis des siècles que de s'entre-égorger. Qu'il puisse y avoir une autre histoire derrière celle-là et qu'à Khartoum il y ait eu de la panique à l'idée que l'*oumma* musulmane était en train de craquer et que la paix au Sud n'allait pas suffire à maintenir la domination de la bourgeoisie du fleuve sur l'ensemble du pays, certains commencèrent à s'en rendre compte. Mais l'étape intellectuelle suivante était difficile à franchir car il aurait désormais fallu penser l'« élite » soudanaise au pouvoir comme composée de tueurs cyniques prêts à lancer la communauté « arabe » contre les « Nègres » afin d'écraser rapidement une insurrection qui menaçait les fondements

mêmes de son pouvoir. Or ces tueurs cyniques, la communauté internationale venait de les embrasser et de les proclamer bâtisseurs de la paix et vecteurs d'une démocratie en pointillé que tout le monde annonçait comme désormais inévitable. Dire la vérité sur le conflit du Darfour aurait donc conduit à violemment contredire ce qu'on venait de faire à propos du conflit Nord-Sud et qu'on croyait, peut-être un peu trop vite, représenter une solution durable.

Aujourd'hui, John Garang est mort, ses successeurs doivent assurer l'héritage d'un « accord de paix » incomplet et essayer de voir si le futur passera par le fait d'agir comme si rien ne s'était passé ou bien par le fait de redéfinir les paramètres du 9 janvier 2005. De toutes les manières, le rôle du Darfour – et des autres régions marginalisées, qui ne sont ni Nord ni Sud dans un Soudan devant désormais être vu non plus comme binaire mais comme pluriel – demeurera absolument essentiel.

Liste des sigles et acronymes

- CDR**: Conseil démocratique révolutionnaire. Mouvement rebelle tchadien apparu en 1979 par une sécession du Frolinat. Recrutait essentiellement parmi les tribus « arabes » tchadiennes et a joué un rôle important dans l'épanchement au Darfour de la guerre civile tchadienne.
- DDF**: *Darfur Development Front*. Mouvement régionaliste de défense et de promotion des intérêts darfouriens créé en 1964.
- DUP**: *Democratic Unionist Party*. Parti politique soudanais créé en février 1968 par la fusion du PDP et du NUP. Ces deux partis avaient déjà été unis dans le passé et partageaient les mêmes positions pro-égyptiennes. Mais il existait une tension entre les religieux qui allèrent au PDP et les laïcs qui créèrent le NUP. Ce clivage existe toujours aujourd'hui à l'intérieur du DUP « réuni-fié ».
- FAN**: Forces armées du Nord. Groupe de guérilla tchadien créé par Goukouni Weddeye et Hissène Habré en 1972 lorsqu'ils se séparèrent du Frolinat.
- FANT**: Forces armées nationales tchadiennes. L'armée tchadienne sous le régime d'Hissène Habré.
- Frolinat**: Front de libération national du Tchad. Créé en 1966 au Darfour, c'est l'organisation mère de tous les groupes révolutionnaires tchadiens qui apparurent par la suite après des scissions. Recrutant en milieu musulman, le Frolinat s'opposait aux Sudistes chrétiens du président Ngarta Tombalbaye.
- GUNT**: Gouvernement d'union nationale de transition. Gouvernement d'union nationale créé en avril 1979 prétendument pour mettre fin à la guerre civile tchadienne. Il devint rapidement une faction parmi d'autres.
- IGAD**: *Inter Government Agency for Development*. Créée en 1988 sur l'initiative de la République de Djibouti, cette organisation régionale a joué un rôle important dans plusieurs processus de négoc-

ciations internationaux, notamment dans les accords de paix au Soudan.

JEM: *Justice and Equality Movement*. Mouvement de guérilla du Darfour recrutant parmi l'ethnie zaghawa. Ses dirigeants ont dans le passé été liés au mouvement fondamentaliste soudanais.

MSF: Médecins sans frontières.

NDA: *National Democratic Alliance*. Organisation ombrelle regroupant les différentes composantes de l'opposition nordiste à la junte islamiste après le coup d'État du 30 juin 1989.

NIF: National Islamic Front (FNI en abréviation française). Traduction de *Jebha al Qaumiya al-Islamiya*, nouvelle appellation des Frères musulmans après la chute de la dictature de Nimeiry en 1985. C'est sous cette étiquette qu'ils participèrent aux élections d'avril 1986. Après avoir organisé le coup d'État de juin 1989, ils changèrent à nouveau de nom pour s'appeler d'abord *al-Inquaz al-Watani* (Conseil du salut national) puis *Mutammar al-Watani* (Congrès national ou patriotique).

OLS: *Operation Lifeline Sudan*. Structure *ad hoc* créée en 1989 pour coordonner les efforts d'aide humanitaire des différentes agences de l'ONU et des ONG après la terrible famine de 1988 au Sud Soudan qui causa entre cent cinquante mille et deux cent mille morts. L'OLS est basée au Kenya et livre son aide au Sud Soudan. Elle n'a jamais travaillé au Darfour. Suite aux accords de paix de janvier 2005, la structure devrait être démontée et répartie en unités plus petites basées directement au Sud Soudan.

SFDA: *Sudan Federal Democratic Alliance*. Parti politique darfourien créé après le coup d'État de 1989 par l'ancien gouverneur du Darfour Ahmed Ibrahim Diraiqe et l'activiste politique Sharif Harir. Le parti s'est clivé en 2003 lorsque Sharif Harif tenta de l'amener à se fondre dans le SLM.

SLM/A: *Sudan Liberation Movement/Army*. Apparu en 2003 sous le nom de Front de libération du Darfour, c'est le plus important des deux mouvements de guérilla darfouriens. Il recrute dans toutes les ethnies mais son noyau de base est constitué de Four. Son idéologie est résolument laïque.

SPLM/A: *Sudan Peoples Liberation Movement/Army*. Le mouvement de guérilla du Sud Soudan créé en 1983 par le colonel John Garang. Dirigé aujourd'hui dans sa phase légale par le successeur de Garang, le commandant Salva Kiir Mayardit.

Glossaire des termes arabes

Ce glossaire est destiné à servir d'outil pratique dans l'usage de ce livre et éventuellement pour la lecture d'articles tenant au sujet. Les linguistes objecteront peut-être ses formes de translittération et l'inclusion de mots en *aamiya*, c'est-à-dire l'arabe dialectal soudanais. Mais le seul but de fournir cette petite collection de termes est pratique. Presque tous les mots ci-dessous sont d'un usage courant, et nous les avons donnés avec leur sens courant. Les lettres *q.v.* placées après un mot sont là pour renvoyer à ce terme ailleurs dans le glossaire.

'ajam : les « barbares », c'est-à-dire, dans le sens où ce terme était employé dans la Grèce antique, les gens dont la langue maternelle n'est pas la langue des « civilisés », donc ici l'arabe. Sont *'ajam* ceux qui parlent initialement un *rottana* (*q.v.*), même s'ils connaissent l'arabe.

amir : appellation appliquée aux leaders politiques et militaires. Au Soudan, il a été appliqué à l'origine aux « généraux » du mouvement mahdiste.

awlad al-beled : litt. « enfants du pays ». Nom que se donnent les « Arabes » de la vallée du Nil qui se piquent d'être les « vrais » Soudanais. Syn. : *awlad al-Bahar* ou « enfants du fleuve ».

awlad al-gharb : litt. « les enfants de l'Ouest ». Appellation utilisée par les *awlad al-beled* pour parler des habitants du Kordofan et du Darfour. Cette appellation légèrement méprisante s'applique à tous les gens de l'Ouest, qu'ils soient *zurug* (*q.v.*) ou « arabes ».

baggara : litt. les « vachers ». Nom commun donné à un certain nombre de tribus du Darfour et du Sud Kordofan qui vivent de l'élevage bovin. En tant qu'Africains arabisés, ils sont un parfait exemple des ambiguïtés ethniques de l'ouest du Soudan (voir *Murahleen*).

bahharia (hist.) : nom donné au XIX^e siècle aux *awlad al-bahar* qui chassaient les éléphants et les esclaves au Bahr-el-Ghazal.

bazinger (hist.): soldats esclaves dans les armées du Soudan au XIX^e siècle.

chari'a: le système officiel des lois islamiques. Au Soudan, le terme est souvent utilisé pour parler du corpus législatif prétendument basé sur la *chari'a* proclamée par le président Nimeiry en septembre 1983. En fait, la plupart des lois votées à ce moment-là visaient à restreindre la liberté d'association et la liberté de la presse, domaines qui n'avaient évidemment aucune base canonique islamique. La « *chari'a* » est restée un cri de guerre politique au Soudan, passionnément défendue par les partisans d'un régime islamique et passionnément attaquée par ses adversaires.

dajjal: dans la tradition populaire mahdiste, nom de l'Antéchrist dont l'arrivée sur terre annoncera la fin des temps.

damra: zone de nomadisation. Sa nature provisoire la rend très différente du *dar* (*q.v.*) attribué plus souvent aux sédentaires.

dar: « pays ». Employé au Soudan occidental pour parler des sultanats locaux *i.e.* Dar For ou Dar Masalit. Plus tard utilisé par les administrateurs britanniques du Soudan anglo-égyptien pour désigner les territoires tribaux (y compris ceux des nomades), qu'ils soient des sultanats ou pas.

dar al-harb: « le domaine de la guerre », c'est-à-dire les territoires habités par des non-musulmans et où la guerre était légitime, qu'il s'agisse de *jihad* visant à la conversion des *kuffar* (*q.v.*) ou d'expéditions de pillage.

dar al-Islam: « le domaine de l'islam », c'est-à-dire les terres habitées par des musulmans et où la guerre est en théorie interdite.

darb al-arbayn: « la route des quarante jours » (à dos de chameau). L'itinéraire traditionnel précolonial allant du Nord Darfour à Assiout en Égypte.

effendi (turc): nom donné à l'élite bureaucratique éduquée du régime turco-égyptien. La plupart des *effendi* devinrent par la suite des fonctionnaires de l'administration coloniale anglaise. Considérés avec un certain amusement par les Soudanais, ils étaient généralement un objet de mépris irrité pour les administrateurs du *Sudan Political Service* qui les considéraient à la fois comme « efféminés » et comme « subversifs ».

failaka al-Islamiya: Légion islamique. Nom donné à la « brigade internationale » créée par le colonel Kadhafi au milieu des années 1980 pour forcer l'arabisation et l'islamisation au moins des marches sahéniennes et, il l'espérait, de tout le continent africain. Il y avait des membres de diverses nationalités, mais la plupart étaient tchadiens et soudanais.

faris (pl. fursan): cavaliers, avec la connotation de «chevalier» dans le contexte traditionnel du Darfour d'avant 1874. À partir de 2003, le mot devient un synonyme de *janjawid* (q.v.).

fellata: nom donné aux *muhajirun* (q.v.) venus de l'Afrique occidentale. Par extension, le nom s'applique aussi à une tribu *baggara* (q.v.) de la même origine.

fiqi or faqi (pl. fuqara): «hommes de Dieu». Prédicateurs itinérants souvent peu éduqués, ils ont eu tendance à propager des versions obscurantistes et féroceement millénaristes de l'islam.

ghazzua: raid militaire rapide exécuté en territoire ennemi, généralement pour capturer du bétail et/ou des esclaves.

hakura (pl. hawakir): à l'époque de l'ancien sultanat du Darfour, c'était un domaine concédé à une personne par le sultan. Le terme a été utilisé à une époque plus récente pour décrire des propriétés privées découpées dans la propriété collective d'un *dar* (q.v.) et qui ont été «vendues», données ou prises de force au bénéfice de gens ayant les bonnes connexions politiques.

haraba: attaques à main armée. Terme communément utilisé dans les tribunaux spéciaux du Darfour avant l'insurrection de février 2003 pour poursuivre les auteurs d'actes de résistance armée commis par des «Africains».

hizb: «parti» politique.

idara al-ahliyya: litt. «administration du peuple»; terme utilisé pour décrire l'administration tribale du Darfour telle qu'elle avait été organisée pendant la période du condominium anglo-égyptien. Elle fut plus tard supprimée puis réinstaurée plusieurs fois pendant la période qui a suivi l'indépendance de 1956.

ikhwaan al-Muslimin: les Frères musulmans, organisation politico-religieuse musulmane d'orientation radicale créée en Égypte par Hassan al-Banna en 1926 et possédant aujourd'hui des branches dans tout le monde musulman. Le chapitre soudanais est légal depuis 1953. Il a opéré dans la politique soudanaise sous une grande variété de noms (*Islamic Charter Front*, *National Islamic Front*), avant d'arriver au pouvoir en 1989 en organisant un coup d'État militaire. Le Front national islamique se renomma alors *al-Mutammar al-Watani* (le Congrès patriotique) pour faire oublier ses origines musulmanes radicales. Il existe encore aujourd'hui un petit groupe politiquement marginal qui est en assez mauvais termes avec la mouvance islamiste gouvernementale et qui utilise toujours le nom de «*al-Ikhwaan al-Muslimin*».

inqaz al-watani: Salut national, nom que s'est donné le petit groupe militaro-islamiste radical qui a pris le pouvoir au Soudan le 30 juin 1989. Dans la langue parlée, on dit le plus souvent simplement «*al-inqaz*».

CHAPITRE III. De la marginalisation à la révolte :	
l'« arabisme » et l'anarchie ethnique (1985-2003)	101
<i>Les conséquences de la famine de 1984</i>	101
<i>La « démocratie » à Khartoum et le conflit tchadien</i> . . .	107
<i>La « victoire » libyenne au Tchad, une nouvelle famine au Darfour et l'insurrection de Daoud Bolad</i>	121
<i>Centre contre périphérie : le Darfour dans une perspective soudanaise globale</i>	134
CHAPITRE IV. La peur du centre :	
de la campagne contre-insurrectionnelle au quasi-génocide (2003-2005)	143
<i>Centre contre centre : les querelles internes du mouvement islamiste et leur extension au Darfour</i>	143
<i>Naivasha et l'euphorie générale</i>	153
<i>Khartoum se rend soudain compte du danger</i>	157
<i>Une contre-insurrection au rabais</i>	170
<i>Une « solution finale » improvisée</i>	186
<i>L'intervention étrangère et la transformation des schémas du conflit</i>	196
CHAPITRE V. La crise du Darfour et le monde . . .	207
<i>La couverture médiatique : en surfant sur le niveau d'horreur</i>	208
<i>L'humanitarisme en état de siège</i>	216
<i>« Tripotons des papiers tout en laissant mourir les Africains » : la communauté internationale et la crise du Darfour</i>	229
<i>Y a-t-il eu un génocide au Darfour ou pas ?</i>	244
En guise de conclusion	259
Remerciements	265

CET OUVRAGE A ÉTÉ REPRODUIT ET ACHEVÉ
D'IMPRIMER SUR ROTO-PAGE PAR L'IMPRIMERIE
FLOCH À MAYENNE EN OCTOBRE 2005, POUR LE
COMPTE DES ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE.

Dépot légal : novembre 2005.
Numéro d'édition : 138 230
Numéro d'impression : ???

Imprimé en France.